

Entretien de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, avec l'Agence Presse des Emirats Arabes Unis le 25 mai 2009, sur les relations entre la France et les Emirats arabes unis, la question du nucléaire iranien, le dossier israélo-palestinien, la crise économique et financière internationale et sur la piraterie maritime au large des côtes somaliennes.

1. Quelles sont les objectifs de votre visite et quelles sont les sujets que vous allez examiner avec Son Altesse Cheikh Khalifa bin Zayed, Président de la Fédération des Emirats Arabes Unis ?

Je dois d'abord vous dire que je reviens chez vous, aux Emirats arabes unis et à Abou Dabi en particulier, avec beaucoup de bonheur car je garde un excellent souvenir de ma dernière visite en janvier 2008. Je me réjouis de revoir Sa Majesté Cheikh Khalifa bin Zayed, pour qui j'ai une très grande estime. Je reverrai également avec beaucoup de plaisir Son Altesse Cheikh Mohammed bin Zayed, avec qui j'entretiens aussi des liens de confiance et d'amitié.

Ma dernière visite, il y a un peu plus d'un an en janvier 2008, avait permis d'ouvrir une nouvelle page de l'amitié entre nos deux pays avec l'annonce de deux décisions majeures : le lancement d'une coopération franco-émirienne dans le domaine du nucléaire civil et l'installation, par la France, d'une base militaire permanente à Abou Dabi.

Ma venue aujourd'hui s'inscrit pleinement dans cette nouvelle dynamique puisque je vais inaugurer la nouvelle base interarmées d'Abou Dabi. Ce sera un moment très fort. Cette base, créée à la demande des autorités émiriennes, marque en effet une étape historique de l'amitié entre nos deux pays. Avec cette présence militaire permanente, la France s'engage résolument aux côtés de ses amis émiriens pour leur sécurité. On dit souvent que c'est dans les coups durs que l'on reconnaît ses vrais amis. Soyez assurés que la France sera à vos côtés si votre sécurité devait être menacée. Avec cette base, notre première au Moyen-Orient, la France montre aussi qu'elle est prête à prendre toutes ses responsabilités pour garantir la stabilité de cette région essentielle pour l'équilibre du monde.

Ma visite sera marquée par un autre événement qui me tient beaucoup à coeur, puisqu'elle consacrera le lancement des travaux de construction du Louvre-Abou Dabi, qui s'installera sur l'île de Saadiyat. Et je veux rendre ici hommage au choix visionnaire de Son Altesse Cheikh Khalifa bin Zayed et de Son Altesse Cheikh Mohammed bin Zayed de miser sur l'avenir et sur la jeunesse en investissant dans l'éducation, dans la recherche et dans la culture. Des institutions comme le Louvre-Abou Dabi ou la Sorbonne-Abou Dabi sont un nouvel horizon pour notre amitié. Ils sont un exemple concret de ce dialogue des cultures si nécessaire à notre monde et pour lequel nous sommes, la France comme les Emirats, pleinement engagés. Et je dois dire que je suis très reconnaissant à nos amis émiriens de nous avoir proposé ces partenariats extraordinairement audacieux et innovants.

Nous aborderons bien sûr beaucoup d'autres sujets avec Son Altesse Cheikh Khalifa bin Zayed.

Nous évoquerons notamment tous les autres aspects de notre relation bilatérale et nous

nous évoquerons notamment tous les autres aspects de notre relation bilatérale et nous discuterons également d'un certain nombre de sujets régionaux et internationaux, par exemple la crise économique, la situation au Proche et au Moyen-Orient et bien sûr l'Iran.

Mais vous l'avez compris, cette visite est pour moi très importante, parce qu'elle marquera un moment particulièrement fort de l'amitié entre nos deux pays.

2. Vous avez déclaré lors de votre visite aux Emirats, le 15 janvier 2008, que les Emirats arabes unis sont « un pays qui, en trente ans, est devenu le premier partenaire de la France [au Moyen-Orient] sur le plan économique, sur le plan militaire et maintenant sur le plan culturel ». Quelles sont les raisons qui ont amené les deux pays à construire une relation aussi exemplaire ?

C'est la réalité ! Vous êtes aujourd'hui notre premier partenaire dans le Golfe et au Moyen-Orient. Premier partenaire économique, bien sûr. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : les exportations françaises à destination des Emirats ont triplé au cours des dix dernières années et votre pays reçoit aujourd'hui à lui seul près de la moitié des investissements français dans le Golfe. La politique ambitieuse menée ces dernières années par les autorités émiriennes a permis l'essor d'une économie extrêmement dynamique, ouverte et diversifiée. Les entreprises françaises ne s'y sont pas trompées et sont de plus en plus nombreuses à vouloir participer au développement économique de votre pays.

Mais la richesse de notre relation va bien au-delà des questions économiques. Elle est politique : avec les Emirats arabes unis, nous défendons une même vision de la mondialisation, nous menons un combat commun en faveur du dialogue des cultures et nous partageons un même engagement en faveur de la paix, notamment pour les peuples de la région. La richesse de notre relation, elle est aussi stratégique, avec l'accord de défense qui nous lie depuis 1995 et aujourd'hui avec la création de la première base permanente française dans la région. Elle est enfin culturelle, avec des initiatives aussi originales et prometteuses que Le Louvre-Abou Dabi ou La Sorbonne-Abou Dabi.

L'amitié entre la France et les Emirats puise sa force dans un même attachement à des valeurs communes : le dialogue, la tolérance, la paix. Les Emirats arabes unis sont un pôle de modération et de stabilité dans une région qui en manque parfois cruellement. Parce que vous avez fait le choix de l'ouverture et de la modernité, notre place est à vos côtés, pour défendre ensemble les valeurs auxquelles nous croyons.

La force de notre amitié vient aussi de ce qu'elle a su se renouveler pour s'adapter aux nouvelles réalités et aux nouveaux défis. Ainsi, lorsque les Emirats ont fait le choix éclairé de parier sur l'avenir et sur la jeunesse en mettant l'accent sur l'éducation, la France a répondu présente. Lorsque les Emirats ont décidé de faire de leur pays la capitale culturelle de la région, la France a été à leurs côtés. Lorsque vous avez décidé de développer l'énergie nucléaire civile pour répondre aux besoins de votre population et préserver vos ressources, nous avons été avec vous. Et lorsque vous nous avez invité à renforcer notre alliance stratégique en installant une base militaire permanente à Abou Dabi, nous l'avons fait sans hésiter.

3. Dans le dossier nucléaire iranien, vous avez dit qu'il est très suspect de voir l'Iran ne pas répondre aux demandes de l'AIEA et de la communauté internationale. Croyez-vous que les Américains puissent réussir dans leur tentative de dialogue avec l'Iran, là où les Six n'ont pas réussi malgré des tentatives répétées durant plus de 3 ans ?

La crise iranienne, je le dis sans ambiguïté, est l'une des plus graves menaces qui pèse sur la sécurité du monde. Ma position a toujours été très claire, elle n'a jamais varié : je considère qu'un Iran doté de l'arme nucléaire est inacceptable. Depuis 2003, la France, avec ses partenaires européens, a fait le choix d'une approche équilibrée, fondée sur la fermeté et le dialogue. Concrètement, cela veut dire que nous avons fait aux Iraniens des offres de coopération extrêmement ambitieuses, y compris dans le domaine du nucléaire civil, à condition qu'ils respectent leurs obligations internationales et qu'ils renoncent à leurs activités proliférantes illégales. Les autorités iraniennes n'ayant pas répondu à ces propositions, nous avons accentué notre politique de sanctions et d'isolement.

Que la nouvelle administration américaine ait fait le choix de nous rejoindre sur la voie d'un dialogue exigeant est une bonne nouvelle, car cela augmente nos chances de convaincre les

autorités iraniennes que leur intérêt, et celui de leur peuple, c'est de répondre aux demandes de la communauté internationale. Et aussi parce que je suis convaincu que cette approche reste le meilleur moyen, peut être le seul, de régler pacifiquement cette question.

Est-ce que cela sera suffisant ? Je n'en sais rien. Je l'espère, évidemment. Mais c'est maintenant aux autorités iraniennes de choisir entre le retour dans la communauté internationale et l'isolement croissant.

4. Votre méthode, Monsieur le Président, c'est de parler clair pour tenter partout de prendre le chemin de la paix. N'êtes-vous pas pessimiste avec l'arrivée du gouvernement de M. Netanyahu, qui ne reconnaît pas la solution de deux Etats ?

Ceux qui me connaissent savent que je suis un ami sincère d'Israël et que jamais, je dis bien jamais, je ne transigerai avec le droit d'Israël à vivre dans la sécurité et dans la tranquillité. Cela, personne ne peut en douter.

Mais à ses amis, on doit la vérité. Et la vérité, c'est que personne aujourd'hui ne peut sérieusement penser que l'on réussira à construire la paix au Proche-Orient sans donner aux Palestiniens l'Etat auquel ils aspirent depuis si longtemps et auquel ils ont droit. La vérité, c'est que la meilleure garantie de sécurité pour Israël, c'est très exactement la création d'un Etat palestinien indépendant, moderne et démocratique et viable. La vérité, c'est qu'il faut que la colonisation cesse, parce qu'elle éloigne chaque jour un peu plus la possibilité de la paix.

Cela, je ne me contente pas de vous le dire à vous. Je l'ai dit devant la Knesset, lors de ma visite en juin 2008. Je l'ai dit à chaque fois que je me suis entretenu avec des responsables israéliens. Et je continuerai à le dire chaque fois que cela sera nécessaire.

Est-ce que je suis pessimiste ? Ce n'est pas dans ma nature. Et puis les états d'âme des uns et des autres importent peu au regard de l'enjeu. Ce qui compte, c'est que nous trouvions enfin une solution à ce conflit qui n'a que trop duré. Ce qui compte, c'est que nous mettions enfin un terme à tant de souffrances, à tant de gâchis. Dans ce combat, l'Europe et les Etats-Unis seront côte-à-côte pour aider les Israéliens et les Palestiniens à trouver le chemin de la réconciliation. Mais il n'y aura pas de paix sans une volonté réelle et sincère des parties. La paix, c'est d'abord un choix. Et ce choix, personne ne peut le faire à leur place.

5. Vous avez été particulièrement très actif sur la scène mondiale face à la crise financière mondiale, mais il semble que la réforme du système financier marque le pas. A quelle échéance verrons-nous cette réforme pour un capitalisme rénové accomplie ?

Je ne partage pas du tout votre constat. Le G20 de Londres en avril dernier a au contraire permis des avancées absolument historiques, tout particulièrement dans le domaine de la régulation financière. D'ailleurs, pour être tout à fait honnête, personne ne pensait que nous réussirions à aller aussi loin aussi vite lorsque nous avons décidé de réformer le système financier international. Rendez-vous compte ! Nous sommes en train de mettre concrètement en pratique le principe selon lequel plus aucun établissement financier ne doit échapper aux contrôles, ce qui vaut également pour les agences de notation et pour les « hedge funds », qui échappaient jusqu'alors à tout contrôle. Mais nous sommes allés plus loin encore : nous avons publié la liste des paradis fiscaux qui doivent maintenant se conformer aux exigences de transparence de la communauté financière internationale et nous avons réussi à faire adopter le principe que ceux qui refuseraient de le faire seraient sanctionnés. Nous avons aussi adopté des règles sur les rémunérations dans les banques afin que celles-ci n'incitent plus à une prise de risque excessive et nous sommes tombés d'accord pour modifier en profondeur les normes comptables, qui n'avaient pas joué leur rôle face à la crise.

Je sais bien que nous ne sommes pas encore au bout du chemin. Nous devons maintenant mettre concrètement en oeuvre ces réformes, c'est ce que nous faisons. Nous devons également engager la rénovation de la gouvernance économique mondiale. C'est pour cela que le G20 se réunira à nouveau en septembre. Mais ce que nous avons réalisé est déjà extraordinaire. La rénovation du capitalisme est aujourd'hui une réalité en marche.

6. La France est particulièrement active contre la piraterie dans le golfe d'Aden. Si la méthode militaire seule n'est pas efficace, comment peut-on éradiquer ce phénomène ?

Vous avez raison de dire que la question de la piraterie au large des côtes somaliennes ne se réglera pas uniquement avec des mesures militaires. Pour autant, le recours à la force armée est utile, il est même indispensable.

La France a été le premier pays à s'engager avec détermination dans ce combat : en septembre 2007, j'ai annoncé, lors de l'Assemblée générale des Nations unies, que la Marine française escorterait désormais les navires du Programme alimentaire mondial (PAM) et c'est ce qui a donné naissance à l'opération Alcyon. C'est encore la France qui, en tant que présidente de l'Union européenne, a proposé en décembre 2008 la création de l'opération Atalante, première opération navale européenne, pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes et dans le Golfe d'Aden.

Aujourd'hui, personne ne conteste que ces opérations sont efficaces : aucun navire du PAM n'a été attaqué depuis que nous avons lancé Alcyon et aucun bâtiment protégé par Atalante n'a jamais été agressé. Nous avons également mené plusieurs interventions pour libérer des Français pris en otage par les pirates. L'une d'entre elles a malheureusement coûté la vie à l'un de nos ressortissants. Ce drame nous a profondément émus, mais les pirates doivent savoir que nous ne céderons jamais à leur chantage et qu'ils nous trouveront toujours sur leur chemin. Aujourd'hui, ce sont plus de 70 pirates qui ont été arrêtés par les forces françaises, et certains seront jugés en France.

Mais comme vous l'avez souligné, ces opérations ne suffiront pas, à elles seules, à mettre un terme aux actes de piraterie dans la région, parce que la piraterie est avant tout le résultat de la faillite de l'Etat somalien. La Somalie est aujourd'hui un pays déchiré, où le gouvernement que nous soutenons peine encore à imposer son autorité.

Voilà pourquoi nous devons aider les Somaliens à reconstruire leur Etat. Et voilà pourquoi il est plus que jamais essentiel de soutenir l'action du nouveau président Cheikh Sharif et la dynamique de réconciliation qu'il a engagée en formant, pour la première fois depuis 1991, un gouvernement d'union nationale. Le devoir de la communauté internationale, c'est de soutenir les autorités légales du pays, de les aider à renforcer les institutions somaliennes et tout particulièrement leurs forces de sécurité. Notre devoir, c'est aussi de renforcer l'AMISOM, la force de l'Union africaine déployée en Somalie. Et c'est ce que nous faisons.

La conférence des donateurs qui s'est tenue à Bruxelles le 23 avril dernier a permis de mobiliser 213 millions de dollars destinés aux forces de sécurité et de police somaliennes et à l'AMISOM. A cela, s'ajoute le soutien direct que les forces françaises présentes à Djibouti apporteront à la formation des forces de sécurité somaliennes et des soldats de l'AMISOM. Mais nous devons aussi être aux côtés du peuple somalien face à l'urgence humanitaire, qui touche près de la moitié de la population. En 2008, la France a ainsi triplé son aide humanitaire à la Somalie et nous renforcerons encore nos efforts en 2009.

Vous le voyez, nous sommes pleinement mobilisés pour lutter contre la piraterie et pour aider la Somalie à se relever, mais pour y parvenir, nous aurons besoin de l'engagement de tout le monde.